

UDK: 94(497.5)-05Radić, S.
32(497.1=163.42)''1925/1928''

Original Research Article

Received: April 29, 2023

Accepted: August 10, 2023

<https://doi.org/10.22586/rch.v20i1.33990>

LA « CAPITULATION » DE STJEPAN RADIĆ ET L'ÉCHEC DE SA POLITIQUE DE COOPÉRATION AVEC BELGRADE

Miro KOVAČ*

Après la création du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en décembre 1918 le président du Parti paysan croate Stjepan Radić devint le leader du mouvement national croate. Confronté à l'échec de sa politique obstructionniste, sans aide substantielle d'une puissance étrangère pour « affranchir le peuple croate » de la « tyrannie serbe », mis en prison pour avoir « conspiré avec les Soviets », en juillet 1925 il accepta finalement de coopérer avec « Belgrade », notamment avec ennemi politique et géôlier Nikola Pašić, le chef du Parti radical national. Arriver à une « paix » entre Croates et Serbes et consolider le royaume balkanique allié, ce fut également le souhait de la France officielle, dont le président du Conseil Édouard Herriot n'avait pas manqué d'user de son influence au sein de la presse de gauche pour promouvoir cette idée. Radić abandonna alors sa politique obstructionniste, reconnut la Constitution centralisatrice du Vidovdan, abjura le républicanisme, leva son opposition au service militaire, et entra même au gouvernement de Pašić comme ministre de l'Instruction publique. Cependant, ainsi Radić se révéla encore plus dangereux pour la caste politico-militaire serbe. Car non seulement le « trublion croate » gênait le fonctionnement du gouvernement, mais, au surplus, il tâchait d'élargir sa base électorale majoritairement paysanne aux dépens de celle de ses « partenaires » radicaux. En avril 1926, il fut invité à se retirer du ministère, et en janvier 1927 il mit fin à la coopération avec le Parti national radical. Son échec de s'implanter en Vieille Serbie l'amena à s'allier à un autre ancien ennemi mortel, Svetozar Pribičević, l'énergique Serbe ex-habsbourgeois, avec lequel il forma, en novembre 1927, la Coalition démocrate paysanne (SDK), formation qui regroupait la majorité des Croates et des Serbes de l'ancien royaume triunitaire. Le nouveau bloc des

* Dr ès sc. Miro Kovač, Université du Nord, Koprivnica, Croatie; miro.kovac@unin.hr

prečani fut la plus dangereuse force d'opposition dans la courte histoire du royaume, et il n'est guère surprenant que le roi Alexandre s'efforçât de le briser à tout prix.

Mots-clés: Stjepan Radić; Royaume des Serbes, Croates et Slovènes; Croatie; Serbie; Yougoslavie; France

Après un séjour de plus d'un an à l'étranger, notamment au Royaume-Uni, en Autriche et en Union soviétique, où il avait fui en juillet 1923 par peur d'être arrêté à la suite d'un discours dans lequel il avait menacé de détruire la « Bastille de Belgrade », Stjepan Radić rentra en août 1924 au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (SHS), sans toutefois avoir réussi à s'assurer un solide appui externe pour son action politique. La situation pour Radić et sa formation politique, le HRSS (*Hrvatska republikanska seljačka stranka*, Parti paysan républicain croate), se compliqua sérieusement quelques mois plus tard, en novembre 1924, lorsque le roi Alexandre décida de remplacer le conciliant Ljuba Davidović, qui était enclin à l'institution d'un régime intérieur plus respectueux des aspirations croates, et de reconduire à la tête du Conseil des ministres Nikola Pašić, le chef du Parti radical national (*Narodna radikalna stranka*). Le leader du mouvement national croate que fut incontestablement Stjepan Radić était finalement à la merci de ses ennemis centralistes peu respectueux des procédés formalistes européens. Ainsi le gouvernement belgradois présidé par Pašić décida-t-il fin décembre 1924 de procéder à la dissolution du HRSS, de lui interdire toute activité, d'appliquer à son égard la loi sur la protection de la sécurité publique et de l'ordre légal (précédemment appliquée contre les communistes), de confisquer toute sa documentation, et de poursuivre en justice ses chefs. Pour justifier ces sanctions qui, afin de ne pas trop heurter la susceptibilité croate durant les fêtes, ne furent publiées et appliquées que le soir du 1^{er} janvier 1925, le cabinet Pašić invoqua trois motifs : 1^o la collaboration du HRSS « avec le Parti communiste interdit dans notre Royaume [...] », en raison de son adhésion à l'Internationale paysanne ayant « le même programme et les mêmes buts que l'Internationale communiste ¹ » ; 2^o les activités conspiratrices du HRSS en vertu de ses relations avec les Soviétiques et la VMRO (Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne, *Vnatrešna makedonska revoljucionerna organizacija*) ; et 3^o la propagande du HRSS contre l'armée en général, et visant en particulier à « amener les soldats

¹ France (FR)-Archives diplomatiques du Ministère français des Affaires étrangères, Paris (ADMAE), Europe 1918-1940, Yougoslavie, *Politique intérieure, Croatie* (PIC), vol. 41, dépêche, n°1, 4 janvier 1925, Légation de France (LF) à Belgrade, Fernand Grenard — Ministère français des Affaires étrangères (MAE), Ministre Édouard Herriot.

à ne pas accomplir leurs devoirs militaires² ». Les autorités ne tardèrent pas à arrêter l'ensemble de la direction du HRSS (Stjepan Radić, Vladko Maček, Juraj Krnjević, les frères Košutić et Josip Predavec). Pour Radić, il était clair qu'il ne pouvait plus persister dans son négativisme politique pour parvenir à son objectif suprême : la révision de la Constitution qui procurerait à la « Croatie » le statut d'une entité autonome.

Et comment le leader paysan se sentait dans la prison zagréboise, c'est Robert William Seton-Watson qui nous aide à le deviner : de passage à Belgrade au moment de la détention de toute la direction du HRSS, le professeur et publiciste britannique, toujours bien renseigné, notait que « Pašić avait auparavant dépêché un messenger auprès de Radić pour lui faire savoir qu'il ferait avec lui et ses seconds ce qu'il avait fait avec les officiers de Salonique³ ». Le tribun paysan eut beau s'y montrer indifférent, il n'était certainement pas agréable de recevoir de telles commissions, d'autant plus qu'au mois de mai, un jeune militant communiste d'origine juive, Moša Pijade, fut condamné à vingt ans de prison, pour avoir édité l'organe *Komunista*. Qu'était-ce par rapport aux accusations d'avoir conspiré, en accord avec Moscou, avec la Bulgarie ou encore avec la Hongrie, contre l'unité du Royaume SHS ?

Ne disposant d'aucun soutien réel pour sa cause dans les instances décisionnelles des principaux pays garants du nouvel ordre européen — la France favorisait la centralisation⁴, Londres semblait plus sensible aux revendications croates mais refusait de s'immiscer dans les affaires du royaume —, il ne restait au chef paysan qu'à faire soumission à Pašić et à la couronne. Or, vu la résistance acharnée que le HRSS avait opposée aux hégémonistes serbes, ce n'était assurément pas chose facile. Pour accomplir « la démobilisation psychologique des deux côtés⁵ », Radić commença peu après les élections une pe-

² FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 41, dépêche, n°1, 4 janvier 1925, Légation de France (LF) à Belgrade, Fernand Grenard — Ministère français des Affaires étrangères (MAE), Ministre Édouard Herriot.

³ Robert William Seton-Watson, *R.W. Seton-Watson i Jugoslaveni*, Vol. 2 (Zagreb; Londres: Sveučilište u Zagrebu; Institut za hrvatsku povijest; The British Academy, 1976), 137, "Pašić had at earlier date sent advocate with message that he would do with Radić and his deputies what he did with officers of Salonica". "Radić simply said, Thank you very much for the information. Very kind of him to warn me, and sent him away".

⁴ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, *Politique intérieure, Dossier général* (PIDG), vol. 34, télégramme, n°35-36, 13 février 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Herriot, "J'estime, pour ma part, que le régime fédératif serait très dangereux pour la solidité du nouvel État, formé de populations de culture inégale, qui ont longtemps vécu séparées sous l'empire de lois et de coutumes différentes", écrivait mi-février 1925 le ministre de France à Belgrade, Fernand Grenard.

⁵ Josip Horvat, *Politička povijest Hrvatske*, Vol. 2 (Zagreb: August Cesarec), 1989, 297.

tite campagne de presse, au su de Pašić et avec l'aide du journaliste centraliste, Toni Schlegel. Et il ne fallut pas attendre longtemps pour comprendre que le chef paysan avait décidé un changement de sa politique. Le 21 février 1925 déjà, il fit savoir que son parti avait « les moyens non seulement de se défendre contre ses adversaires, mais aussi de diriger la politique du pays dans une nouvelle voie, à la condition *sine qua non* de revenir sur le terrain de la politique positive et par conséquent de reconnaître le principe monarchique”⁶ ».

Cependant, tout en poursuivant sa politique de rapprochement avec les radicaux, le versatile Radić encouragea la formation du Bloc d'entente nationale et de démocratie paysanne (25 février 1925), comprenant les groupes parlementaires du HRSS, du SLS (*Slovenska ljudska stranka*, Parti populaire slovène), de la JMO (*Jugoslavenska muslimanska organizacija*, Organisation musulmane yougoslave) et des démocrates de Ljuba Davidović, et qui se fixa comme ligne de conduite : 1° le respect de l'unité de l'État des Serbes, Croates et Slovènes; 2° la préférence pour une monarchie de type anglais; 3° la révision de la Constitution et l'établissement d'un système d'administration analogue au *self-government* anglais ; 4° le renoncement à dépendre de l'étranger ; 5° la nécessité d'accomplir des réformes sociales justes tout en respectant le principe de la propriété privée⁷. C'était sans doute une plateforme politique conciliante et réaliste, mais Radić savait fort bien qu'il était illusoire de jouer sur cette carte pour obtenir sa libération de ses intransigeants adversaires centralistes, suffisamment puissants pour ne pas se laisser trop intimider par l'embarrassante campagne en faveur de Davidović, menée en février 1925 par quelques organes de la gauche française, tels que le *Quotidien* et l'Ère Nouvelle. Au lieu du cabinet PP (Pašić-Pribičević), convaincu que ces écrits relevaient de l'influence Édouard Herriot, à la fois président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, désirant en effet qu'on trouvât un *modus vivendi* entre Croates et Serbes, c'est le ministre de France à Belgrade, Joseph Fernand Grenard, qui formula une protestation. Pour ce dernier, prendre parti contre les radicaux et leur préférer les forces d'opposition était contraire aux intérêts nationaux français. Mais ce à quoi Grenard était particulièrement réfractaire, c'était l'idée de soutenir les Croates. « Ceux-ci », souligna-t-il le 24 février, « auraient plus besoin de conseils de bon sens, car le triomphe de leurs prétentions actuelles risquerait de balkaniser véritablement cette partie

⁶ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche, n°30, 22 février 1925, LF Belgrade Grenard — MAE.

⁷ Ivan Mužić, *Stjepan Radić u Kraljevini Srba, Hrvata i Slovenaca* (Zagreb: Matica hrvatska), 1990; FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, vol. 34, dépêche, n°42, 4 mars 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Herriot.

de l'Europe ⁸ » Après tout, pour compliquée qu'elle fût, dans la pensée du représentant de la République, la crise serbo-croate serait finalement résolue par l'habile Nikola Pašić, le « grand maître » du royaume, dont les Occidentaux seraient « tentés de prendre trop au tragique les dissensions politiques [...] ». En fait, ce seraient « pour beaucoup querelles personnelles et locales ⁹ », affirmait-il tout en mettant en cause le scénario catastrophique dépeint trois mois auparavant par Charles Loiseau, fin connaisseur du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes : « Nous inclinons à attribuer trop d'importance à ce qu'il peut y avoir d'anarchique et de subversif, ou du moins d'utopique et d'international dans les conceptions de Raditch. [...] Je me contente de constater qu'il n'apparaît aucun signe de la guerre civile prévue par les pessimistes et que le vent souffle aux combinaisons et aux accommodements ¹⁰. »

La capitulation à laquelle Radić avait préparé l'opinion publique et ses militants, fut rendue publique, en son nom et en celui du HRSS, par son neveu Pavle (Paul), sous forme d'un discours prononcé le 27 mars 1925 à la *Skupština* de Belgrade. Pour pouvoir retrouver la liberté, Radić sacrifia officiellement les principes fondamentaux de sa ligne de conduite : le républicanisme et la non-reconnaissance de la Constitution du Vidovdan, le pacifisme absolu et le refus du service militaire. Or ni le camp centraliste, ni ses sympathisants n'acceptèrent si facilement cette reddition. Au sein du parti paysan, devenu officiellement le HSS après s'être « débarrassé » de l'étiquette républicaine, un groupe de députés se révolta contre la nouvelle orientation, de même que plusieurs membres importants de l'Union croate (*Hrvatska zajednica*), formation bourgeoise anciennement yougoslaviste, qui, justement sous l'empire de Radić, avaient adhéré quatre mois auparavant à l'idée d'une « Croatie républicaine ». L'action de ces éléments croatistes dissidents devait déboucher sur la formation (10 janvier 1926) de l'insignifiant Parti paysan fédéraliste croate (HFSS, *Hrvatska federalistička seljačka stranka*), dont l'objectif fut « de mener la politique de Stjepan Radić, mais sans Radić ¹¹ ». Quant aux forces frankistes, depuis longtemps complètement marginalisées par le mouvement paysan croate, pour un de leurs porte-parole, l'ancien général austro-hongrois Stjepan Sarkotić, le revirement était tout simplement une trahison, non seulement dans la perspective de la « nation croate », mais aussi dans celle de tous

⁸ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, télégramme, n°48-50, ? février 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Herriot.

⁹ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche, n°24, 19 février 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Herriot.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Ivo Petrinović, *Ante Trumbić* (Zagreb : Matica hrvatska), 1986. 269.

les peuples non-serbes mécontents dans les Balkans¹². En revanche, la France officielle s'en réjouit, comme le montra la réaction d'Édouard Herriot, qui, dans une communication adressée le 10 avril 1925 au poste de Belgrade, se félicita de la « solution prochaine de la crise [...] sous la forme d'une entente entre les principaux éléments du Royaume, celle-là même que nous devons souhaiter pour la consolidation du nouvel État et de la Paix Européenne ¹³ ». Le président du Conseil français, acquis à l'idée que dans le Royaume SHS, qui relevait de « l'Orient, il fallait [...] tabler sur les combinaisons et les accommodements toujours possibles ¹⁴ », répondait ainsi à une dépêche du ministre de France à Belgrade en date du 2 avril, où celui-ci, séduit par le « charme byzantin », s'était émerveillé du triomphe de Pašić sur ses adversaires croates, partagés en quatre fragments : « [...] parmi les députés croates qui avaient proclamé leur cohésion indissoluble, ceux de l'Union croate présidée par M. Trumbić, ont été validés sans discussion, ceux du parti paysan, après être restés jusqu'à la menace de l'invalidation, ont été placés dans trois situations différentes, les uns validés, les autres soumis à l'enquête ou invalidés ¹⁵. » Et de conclure, sous un ton approbateur : « M. Pachitch se réserve ainsi des moyens de manœuvre ¹⁶. »

Ce que la couronne, à l'instigation de laquelle le « patriarche » Pašić avait entamé des négociations avec Radić, reprochait toujours à ce dernier, c'est d'avoir laissé une porte ouverte à la révision de la Constitution, et de parler « toujours de la nation croate comme distincte de la serbe [...] ¹⁷ ». Même les quatre audiences successives que, selon un de ses confidents ¹⁸, le roi Alexandre aurait accordées au neveu du leader croate, n'apportèrent pas de résultats immédiats. La caste politico-militaire serbe insistait sur une ca-

¹² Stjepan Sarkotić dans le *Pester Lloyd* du 8 août 1925, cité d'après Gilbert In der Maur, *Die Jugoslawen einst und jetzt*, Vol. 3, *Jugoslawiens Innenpolitik* (Leipzig; Wien: Johannes Günther), 1938, 197, «*Aber nicht nur an seinem Volke, an allen Unzufriedenen, allen Nichtserben am Balkan, die vertrauensvoll ihre Hoffnungen auf den Kampf der Kroaten setzten und sich nun enttäuscht fühlen, ist Radic zum Verräter geworden...*».

¹³ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche, n°144, 10 avril 1925, MAE Herriot — LF Belgrade Grenard.

¹⁴ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche, n°144, 10 avril 1925, MAE Herriot — LF Belgrade Grenard.

¹⁵ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche, n°64, 2 avril 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Herriot.

¹⁶ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche, n°64, 2 avril 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Herriot.

¹⁷ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche, n°64, 2 avril 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Herriot.

¹⁸ Mužić, *Stjepan Radić*, 200.

pitulation complète, à laquelle Radić, en dépit de son état peu enviable, ne voulut pas acquiescer : conscient du risque de perdre trop de sa popularité ¹⁹, il estimait avoir déjà beaucoup cédé et répéta fin avril 1925 sa position dans le journal zagrébois *Novosti (Les Nouvelles)* : « [...] nous n'exigeons pas une révision immédiate de la Constitution. Nous acceptons de la mettre à l'essai sous réserve de la modifier ensuite d'après les besoins nationaux. [...] L'accord peut être obtenu par un arrangement entre le parti paysan croate et le parti radical serbe. [...] Les Croates ne peuvent conclure une entente dans laquelle serait partie contractante Pribitchevitch et son groupe ²⁰. »

Au contraire des souhaits du roi Alexandre, Radić persistait donc dans son refus de revenir sur le concept dépassé d'unité nationale serbo-croate, et devait rester interné. Les chances d'un arrangement semblaient même presque entièrement compromises après le discours que le président du Conseil des ministres Pašić tint le 24 mai 1925 à la réunion du Parti radical national, où il fit savoir « qu'il n'y avait pas eu de pourparlers entre le gouvernement et le parti de M. Raditch, que le procès intenté à celui-ci devait suivre son cours, que les sanctions prises contre son parti ne pourraient être rapportées que lorsqu'on aurait, par une assez longue expérience, acquis la conviction que les intentions des raditchistes sont sincères et que, les circonstances changeant, il[s] ne reviendront pas à leur ancienne politique ²¹ ». Or, ce ne fut en réalité que l'expression du profond malaise du vieux « patriarche », confronté à la difficile décision de se séparer de Svetozar Pribičević et de ses démocrates autonomes, les principaux représentants parlementaires des Serbes de « Croatie », « en quelque sorte l'Ulster de cette Irlande ²² », d'après Grenard, le ministre de France à Belgrade. Trop grand était cependant le désir de parvenir à une entente avec les Croates pour pouvoir garder le jacobin qu'était Pribičević, le Serbe originaire des pays croates : l'opinion publique s'émuet, et selon le bien renseigné ministre de France, « le Roi s'est inquiété, a convoqué M. Pachitch et d'autres hommes politiques [...] », de sorte que les pourparlers avec le HSS repartissent et aboutissent un mois et demi plus tard. Le 14 juillet 1925, date symbolique aussi bien au point de vue français qu'à celui de Radić — ne dut-il pas prendre la fuite après avoir prononcé ce jour-là, deux ans plus tôt, le fameux discours sur la Bastille belgradoise ? —, le Parti radical national et Parti paysan croate conclurent un accord stipulant la création d'un cabinet com-

¹⁹ Mužić, *Stjepan Radić*, 200.

²⁰ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 42, dépêche, n°90, 30 avril 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

²¹ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 42, dépêche, n°129, 4 juin 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

²² FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 42, dépêche, n°129, 4 juin 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

mun sous la présidence de Pašić. Tandis que Radić dut faire sien le concept d'unité nationale serbo-croate, notamment en acceptant la formule que « les deux parties d'un seul peuple [...] se trouvent actuellement sous un seul toit [...] »²³, le « patriarche » Pašić se vit contraint de renoncer à l'idée d'intégrer dans le gouvernement les démocrates autonomes de Pribičević.

L'« entente » étant chose faite, quatre jours plus tard Radić et ses cinq lieutenants (Maček, Krnjević, Predavec et les frères Košutić), furent élargis après sept mois de détention, sans néanmoins que leurs mandats de députés fussent par la suite validés. Dans l'« État de droit » que fut le Royaume SHS, les anciens « ennemis communistes et séparatistes » du HSS devinrent ainsi subitement des partenaires honorables, dignes de participer, avec quatre ministres (Krajač, Šuperina, Nikić et Pavle Radić), au cabinet du radical Pašić, formé le 18 et présenté le 22 juillet à la *Skupština*. L'ex-général noir-jaune Sarkotić eut alors beau parler d'« anomalie morale et psychique » de Stjepan Radić, l'accusant d'avoir sacrifié les droits historico-étatiques croates sur l'« autel du grand-serbisme », le chef paysan n'eût finalement pu agir différemment. Car l'objectif du roi fut d'éradiquer la question croate, son confident Mita Dimitrijević le confirme²⁴, et, à en croire le Croate yougoslaviste Ante Tresić-Pavičić qui évoque dans son journal les propos que lui aurait tenus le président du groupe des députés radicaux, Ljubomir Živković, « Radić et tous les leaders internés de son parti eussent été condamné à mort, [...] s'ils n'avaient pas consenti à une capitulation totale »²⁵. Cependant, les conditions difficiles auxquelles le « président » avait été exposé, peuvent difficilement être invoquées pour comprendre sa conduite après son élargissement : on est plutôt tenté de l'expliquer par l'incohérence de son caractère, particularité qu'un de ses nécrologues, le diplomate et publiciste britannique Lockhart attribue, d'une manière générale, aux peuples slaves²⁶. À peine sorti de la prison zagréboise, le chef paysan télégraphia au roi, au président du Conseil des ministres Pašić et à Ljubomir Živković, et il suffit de lire la communication faite au souverain — qu'il n'avait cessé d'attaquer depuis l'avènement du nouvel État — pour se persuader qu'il semblait manquer de bon sens : « Avec une clairvoyance bien slave, avec une appréciation [digne] d'homme d'État des circonstances et des hommes, avec le calme de votre Père Sublime, avec la résolution de votre noble caractère et en conformité parfaite avec les brillantes traditions de liberté et de Constitution parlementaire de la Maison

²³ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche, n°49, 27 février 1926, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

²⁴ Mužić, *Stjepan Radić*, 209.

²⁵ Cité d'après Mužić, *Stjepan Radić*, 206.

²⁶ Robert Hamilton Bruce Lockhart, « Stephen Raditch. Peasant Patriot », *Fortnightly Review* 124 (1928) : 518.

des Karadjordjević, vous avez hâté et assuré la grande œuvre de l'accord et de la réconciliation nationaux sur la base paysanne du travail et de l'équité, sur la base constitutionnelle de la légalité, de l'égalité et de la liberté, pour marcher vers l'idéal éternel d'Humanité, de Justice et de Paix. [...]»²⁷ ».

Dans l'optique du serbophile publiciste autrichien, Gilbert In der Maur, « un peuple qui suivait un tel leader était mal barré »²⁸, et ce peuple, qui, dans sa majorité, tant dans le Nord que dans le Sud, semblait en effet approuver la nouvelle orientation (la base du HSS y avait donné son assentiment formel le 26 avril), devait continuer d'assister aux nombreuses pirouettes raditchiennes. Le 20 juillet 1925, le « président » fit visite au roi à Bled, en pays slovène, lui offrit trois de ses ouvrages, et deux jours plus tard, il se rendit à Belgrade, la capitale du royaume, où ses déclarations eurent beaucoup de succès. Même le ministre de France Grenard s'enthousiasma pour le politicien croate : « Robuste, simple, cordial, très vivant », manda-t-il le 29 juillet, « M. Raditch [...] est un grand orateur, le premier du Royaume. Il a les mots qui emportent le morceau, les formules et les images qui entrent comme des balles dans les cerveaux populaires, le mélange de familiarité, de pathétique et parfois d'emphase amphigourique qui émeut les cœurs des foules »²⁹. » Et le ministre de France alla jusqu'à lui « pardonner » ses antécédents : « Intelligent d'ailleurs, et malgré la légende contraire, malgré ses boutades et ses saillies impétueuses, sachant ce qu'il veut et consistant avec lui-même »³⁰. » Ce sont surtout les nouvelles réflexions du « séparatiste repentant » sur la possibilité d'une fusion nationale serbo-croate, c'est-à-dire de la disparition à terme du croatisme, qui furent attrayantes au point de vue français, et l'on conçoit fort bien qu'elles firent impression au Quai d'Orsay : « Il n'y a pas d'union nationale complète sans union confessionnelle. Il faudra créer une religion serbo-croate, détacher les Croates de Rome, les préparer à adopter le système de l'église des vieux catholiques. Cette œuvre est difficile, presque impossible à cause de l'énorme autorité du Saint-Siège. Avant qu'elle ne se réalise, plusieurs générations se succéderont, mais on y arrivera si les deux peuples restent solidaires »³¹.

Ces propos « schismatiques » de Radić ne purent que remplir de joie le roi, qui décida de couronner l'accord serbo-croate en se rendant avec son épouse

²⁷ Cité d'après Horvat, *Politička*, 311.

²⁸ In der Maur, *Jugoslaviens*, 200, « *Tatsache ist, daß ein Volk, welches einem derartigen Führer folgte, arm dran war* ».

²⁹ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 42, dépêche, n°197, 29 juillet 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

³⁰ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 42, dépêche, n°197, 29 juillet 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

³¹ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 42, dépêche, n°197, 29 juillet 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

à Zagreb pour assister, le 15 août 1925, aux fêtes du millénaire du royaume croate, fondé par Tomislav. Pour Radić, ce fut une nouvelle occasion de témoigner aux Karadjordjević ses sentiments de « loyauté », de même que pour la foule majoritairement paysanne, bien travaillée par leur « président », qui, en dépit de la pluie torrentielle, « trempant dans l'eau jusqu'au-dessus de la cheville, est restée dans les rues sans défaillance jusqu'à la fin pour manifester sa joie de la présence des souverains ³² ».

Dans l'optique raditchienne, l'intérêt de la manifestation zagréboise fut en premier lieu d'abolir « pour toujours l'idée que les Croates sont des Autrichiens », ainsi que de réaffirmer le « sentiment de l'union serbo-croate [...] ³³ ». Toutefois, l'« harmonie » entre les deux « peuples frères », ou plutôt entre les deux « rameaux » d'une seule nation, ne saurait durer trop longtemps : ni l'un, ni l'autre n'avaient consenti au mariage sans arrière-pensées — peu conciliables avec les stipulations de leur contrat.

Peu de temps après sa « réhabilitation », le « tribun croate » fit comprendre que son ambition ne se limitait ni à l'étroit horizon des pays croates (fin août 1924 il prononça un discours anticlérical devant des paysans slovènes pour les détacher du SLS de l'abbé Korošec ³⁴), ni à une participation de son parti au cabinet Pašić qui n'inclurait pas sa propre personne, objectif qu'il ne craignait d'ailleurs pas de propager à haute voix. Que cela ne plût pas forcément à ses anciens ennemis et nouveaux partenaires, on le conçoit fort bien : d'une part, on jugeait l'ancien frondeur inapte à la gestion des grandes affaires de l'État, et de l'autre, par suite de l'annulation de son mandat de député, il n'était pas membre du parlement belgradois. Malgré cela, après qu'un des radicaux les plus opposés à ce scénario, le ministre de l'Instruction publique, Velja Vukićević, eut démissionné, c'est à Radić que Pašić offrit d'occuper le poste vacant. Le « président » accepta volontiers et devint ainsi, le 18 novembre 1925, exactement quatre mois après son élargissement, le cinquième ministre HSS dans le cabinet Pašić. « Nous espérons », écrivait alors sous un ton approbateur la *Samouprava (Autogestion)*, la feuille officielle des radicaux, « que Radić [...] se rendra davantage compte de sa responsabilité en tant que chef d'un parti politique appartenant à la coalition actuelle [...] [et qu'il tâchera] de prévenir de désagréables frictions ³⁵ ».

³² FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 42, dépêche, n°236, 1^{er} septembre 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

³³ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 42, dépêche, n°236, 1^{er} septembre 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

³⁴ Cf. FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche, n°238, 2 septembre 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

³⁵ Cité d'après In der Maur, *Jugoslawiens*, 206, « Wir hoffen, daß sich Radic [...] seiner Verantwortung als Chef einer politischen Partei in der heutigen Koalition noch mehr bewußt sein [...] werde, um unangenehme Reibereien [...] zu vermeiden ».

Ces souhaits, ou bien Radić n'en prit pas connaissance du tout, ou bien il les ignorait délibérément, car dès son entrée dans le gouvernement, il commença à en troubler le fonctionnement. Le 24 novembre déjà, il tint à Ljubljana, le centre de la vie publique slovène, un discours enflammé qui, tout approuvé qu'il fut par l'auditoire, ne manqua pas de mettre le cabinet Pašić dans une situation peu confortable vis-à-vis du voisin italien, avec lequel les relations avaient été des plus délicates dès le lendemain de la Grande Guerre. Prônant les effets stabilisateurs de l'accord croato-serbe, duquel le Quai d'Orsay se félicita parce qu'il enlèverait à l'Italie « l'espoir de faire jouer certaines clauses du traité de Rapallo [sic, il s'agit du traité de Rome] qui mettait en quelque sorte la puissance italienne au service de la Serbie contre les Croates ³⁶ », le ministre de l'Instruction publique fraîchement investi avait lancé que l'« histoire de l'Italie est grande [...], mais [que] les chemises noires ont sali cette grandeur », et que [...] du moment où l'Italie se rapprochera de la frontière [SHS], [...] elle aura contre elle 100 millions d'hommes depuis la Baltique jusqu'à la Mer Noire ³⁷ ». Non moins hardis furent les projets initiaux du ministre Radić, tels que la centralisation du système scolaire, la dépolitisation des écoles et l'interdiction des différentes organisations de jeunesse non réfractaires à la violence comme l'ORJUNA (*Organizacija jugoslovenskih nacionalista*, Organisation des nationalistes yougoslaves), la SRNAO (*Srpska nacionalna organizacija*, Organisation nationale serbe) et la HANAO (*Hrvatska nacionalna organizacija*, Organisation nationale croate), et qui ne purent que rencontrer la bienveillance de la diplomatie française.

L'attitude française vis-à-vis du chef du HSS devait toutefois changer lorsqu'il devint clair que celui-ci, en bon élève de ses « maîtres » byzantins, tâchait de mener une politique correspondant aux seuls intérêts de son peuple. Si, fin juillet 1925, le ministre de France à Belgrade Grenard s'était laissé emporter par l'excentricité de Radić, six mois plus tard l'enthousiasme avait fait place à l'irritation. Ce qui déplut en particulier au représentant de la République — qui assimilait le point de vue serbe à celui de son pays ³⁸ —, et davantage

³⁶ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, *Politique extérieure, Dossier général* (PEDG) vol. 53, note, 25 décembre 1925, MAE DAPC Laroche — MAE Briand.

³⁷ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 42, dépêche, n°166, 24 novembre 1925, CF Zagreb Boissier — MAE Briand.

³⁸ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, *Armée et Guerre, Marine* (AGM), vol. 27, dépêche, n°206, 5 août 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Briand), interrogé par le ministre des Affaires étrangères sur la véracité des propos du consul de France à Dubrovnik concernant la prétendue germanophilie de certains officiers ex-austro-hongrois de l'académie navale dans la ville de sa résidence, Grenard manda le 5 août 1925, "L'Académie navale de Raguse, entourée d'une population souvent mécontente et frondeuse, est, il faut le reconnaître, dans une ambiance qui n'est pas toujours ce qu'on pourrait souhaiter du point de vue national serbe comme du point de vue français [souligné par nous]".

encore aux radicaux, c'est le voyage que le ministre de l'Instruction publique entreprit fin janvier en Bosnie et en Herzégovine, où, au lieu de tenter de persuader l'électorat musulman de Mehmed Spaho, le président de la JMO, des bienfaits de la nouvelle orientation, comme il l'avait annoncé ³⁹, il se livra à une campagne de discours croatistes. Reprenant les idées du « père de la patrie croate », Ante Starčević, le 31 janvier 1926, il déclara à Sarajevo que les musulmans étaient des « représentants de notre tradition croate en Bosnie ; [...] ils n'auront aucun droit d'égalité tant qu'ils ne marcheront pas avec les Croates ; s'ils ne nous suivent pas ils agiront contre la tradition et la raison » ». Deux jours plus tard, descendu à Dubrovnik, le centre de la Dalmatie méridionale, il ne voulut plus rien savoir de la chimérique unité nationale croato-serbe à laquelle il avait souscrit officiellement le 14 juillet 1925 : « “[...] Nous, Croates, entendons nous développer en tant que Croates” ⁴⁰ », lança-t-il à l'auditoire, et poursuivit sa harangue : « “Les Serbes sont serbes et nous préférons leur dire qu'ils sont serbes. Dès qu'ils se disent yougoslaves, [...] nous avons peur d'être trompés [par eux]” ⁴¹ ». On ne saurait dénoncer plus clairement le yougoslavisme, dont nous savons que les Croates avaient été les champions, mais contrairement à ce qu'on pourrait penser, Radić ne mit nullement en cause le partenariat avec les radicaux et le contrat avec Pašić ; il en donna plutôt une autre interprétation. Selon ses propres mots : « “Nous voulons des comptes nets [...]” ⁴² ».

Pis encore du point de vue des radicaux que le rejet du concept d'unité nationale, auquel ils n'avaient du reste jamais réellement adhéré, fut l'insistance de Radić à annoncer de nouvelles élections, sans doute une faute impardonnable pour un homme politique dont on n'attend guère qu'il révèle le fond de sa pensée. Mais Radić fut plutôt un agitateur, très efficace en plus, qui venait juste de parcourir des circonscriptions essentiellement radicales, provoquant ainsi à Belgrade un vif mécontentement, et qu'il renforça davantage par des propos tenus à la *Politika* (6 février 1926), selon lesquels « le parlement actuel, élu sous le régime d'une loi d'exception, n'était pas qualifié pour accomplir l'œuvre de l'union [...] ⁴³ ». Afin d'éviter une crise gouvernementale, les radicaux décidèrent de passer l'éponge sur ces dérapages, mais Radić continua de rester fidèle à son attitude frondeuse et quelque peu anarchique tout récemment ressuscitée. De retour à Belgrade, il s'appliqua à expliquer les motifs

³⁹ In der Maur, *Jugoslawiens*, 210.

⁴⁰ Cité d'après Mužić *Stjepan Radić*, 215.

⁴¹ Cité d'après Mužić *Stjepan Radić*, 215.

⁴² Cité d'après Mužić *Stjepan Radić*, 215.

⁴³ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche, n°31, 11 février 1926, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

de son tour de propagande croatiste et — quelle astuce ! — déclara « avoir été à Raguse pour combattre l'action cléricale et anticroate soutenue par le représentant du Saint-Siège ⁴⁴ ». Une telle incorrection, les radicaux eussent certainement voulu l'exploiter pour se débarrasser de leur « allié » instable, s'il ne s'était pas avéré, Grenard l'apprit le 12 février, que le voyage du nonce apostolique M^{gr} Pellegrinetti sur le littoral dalmate « avait pour but de s'opposer au mouvement de conversion à l'orthodoxie [...] », mouvement que Pašić et ses amis politiques encourageaient.

Dénoncer comme anticroates les efforts visant à combattre la serbisation, c'était clairement un non-sens, mais pour le fervent croatiste Radić il s'agit surtout de déconcerter ses adversaires-partenaires. Et lorsque s'articulèrent les intrigues, encouragées par le roi, et visant à destituer le président du Conseil Pašić, dont le fils Rade fut accusé « d'avoir trafiqué de l'autorité paternelle et intercédé, moyennant d'énormes commissions, pour le règlement d'une multitude d'affaires, le plus souvent aux dépens de l'État ⁴⁵ », le ministre de l'Instruction publique n'hésita pas à s'y joindre pour porter le coup de grâce à son vieil ennemi, qui présenta le 4 avril 1926 sa démission. Or, ce fut davantage le triomphe de l'autoritaire roi Alexandre, extraordinairement désireux d'accroître son pouvoir, que celui de Radić, car ce dernier ne devait pas rester longtemps dans le cabinet que forma quatre jours plus tard le radical Nikola Uzunović, un ami dévoué du « patriarche » Pašić. Embarrassé par les incartades relevant de sa « campagne contre la corruption », qui coûta le poste à son collègue Miletić, le 14 avril, le gouvernement invita Radić à se retirer. Sa demande n'ayant pas été satisfaite, Uzunović reconstitua son cabinet (16 avril 1926) sans Radić, mais garda deux « félons » du HSS, Šuperina et Nikić, que le « président » somma par la suite vainement de suivre son exemple. Nouvelle victoire donc d'Alexandre, qui parvint à se débarrasser de Pašić et de Radić, les deux personnalités politiques les plus charismatiques du royaume ; les espérances de voir le HSS affaibli, voire scindé, ne se réalisèrent cependant pas. Le 22 avril, à la réunion des députés paysans croates, Radić sut imposer son autorité et résister au courant dissident ; on vota la confiance au chef, affirma la « fidélité inébranlable à la politique d'accord national du 14 juillet dernier, réclama les lois sur l'unification des impôts et sur les autonomies municipales et la répression la plus sévère de la corruption ⁴⁶ ». Une semaine plus tard, l'« entente cordiale » entre radicaux et paysans croates était

⁴⁴ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 42, dépêche, n°33, 12 février 1926, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

⁴⁵ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche confidentielle, n°105, 10 avril 1926, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

⁴⁶ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche, n°133, 28 avril 1926, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

rétablie, et le cabinet Uzunović avait de nouveaux quatre ministres issus des rangs du HSS.

Le « président », lui, restait à l'écart de la gestion des grandes affaires et pouvait ainsi se consacrer au travail qu'il aimait le plus : parcourir le pays et parler aux gens simples, non comme un « seigneur », qu'il refusait de devenir, mais comme un homme du peuple. Rentré à Zagreb après un voyage en Dalmatie, il se plaignit dans le *Dom* (7 juillet 1926) du mauvais état de ce pays « purement croate », et demanda la « suppression effective du régime d'exception qui [y] [...] subsisterait encore [...], [le] règlement de la question agraire [...] et, à cet effet, [la] convocation très prochaine du Parlement ⁴⁷ ». Le même jour, le club des députés HSS vota, conformément aux souhaits du chef, l'exclusion du ministre Nikić, « accusé de suivre dans le cabinet une politique [en Dalmatie] contraire à celle du parti ⁴⁸ ». Or Nikić demeura au gouvernement et fonda avec sept députés HSS une nouvelle formation, de laquelle on espérait à Belgrade, vainement d'ailleurs, qu'elle prendrait de l'importance au sein de la population croate.

Pour se débarrasser de Radić qui ne cessait de troubler le fonctionnement du cabinet Uzunović ⁴⁹, on l'envoya début septembre 1926 comme délégué du Royaume SHS à Genève, où, accompagné du francophile ministre des Affaires étrangères, Momčilo Ninčić, il prit part aux travaux de la Société des Nations. Mais dès son retour dans la « patrie », il devait confirmer l'appréciation du Quai d'Orsay « que sa tutelle pèse lourdement aux Radicaux ⁵⁰ ». Le 7 octobre, il obtint le départ du « félon » Nikić, sans qu'il allât donner par la suite, comme il l'avait promis à Ninčić, l'instruction à ses partisans de voter pour la ratification des litigieux accords de Nettuno, et le lendemain il créa un incident lors de la venue à Zagreb d'une délégation parlementaire tchécoslovaque. À en croire le consul de France à Zagreb, le « président », mécontent que la gare ne fût ornée que de drapeaux SHS, aurait lancé aux organisateurs : « “Le drapeau croate [...] aurait dû suffire, on oublie que nous sommes des Croates [...]” ⁵¹ ». Et lorsque le préfet accueillit les hôtes tchécoslovaques au nom de la ville de Zagreb, Radić l'aurait sommé de « “saluer ces messieurs au nom des

⁴⁷ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 35, dépêche, n°200, 16 juillet 1926, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

⁴⁸ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 35, dépêche, n°200, 16 juillet 1926, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

⁴⁹ Mužić, *Stjepan Radić*, 220.

⁵⁰ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 35, note, 28 octobre 1926, MAE.

⁵¹ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 42, dépêche, n°109, 10 octobre 1926, CF Zagreb Boissier — MAE Briand.

Croates”⁵² ». Le chef du gouvernement, Uzunović, remit même le 13 octobre sa démission — il devait la retirer cinq jours plus tard —, après que les ministres HSS se furent indignés qu’à l’occasion du passage desdits parlementaires praguois à Belgrade on eût arboré, outre les couleurs SHS, des drapeaux serbes⁵³.

À l’esprit « rationnel » toutes ces querelles peuvent paraître quelque peu enfantines, mais la susceptibilité croate, qui est ici en cause, se conçoit plus facilement si l’on met en évidence l’étendue de la domination de l’élément serbe, domination à laquelle la participation du HSS au gouvernement ne porta pas remède. Ainsi, trois mois avant la conclusion de l’accord serbo-croate, le journal modéré zagrébois *Obzor* avait-il écrit que « “le soi-disant Royaume des Serbes, Croates et Slovènes n’est qu’un État serbe. [...] À la Chancellerie de la Cour, à la Présidence du Conseil, dans les Ministères, au Conseil d’État, à la Cour des Comptes, au Crédit Foncier, etc. ou il n’y pas de Croates, ou bien on peut les compter sur les doigts. Non seulement ont été exclus les Croates autonomistes, mais encore les Croates centralistes et Yougoslaves, et même les Croates radicaux [c’est-à-dire proches du Parti radical national]”⁵⁴ ». *L’Obzor* n’avait pas manqué de fournir des chiffres à l’appui de sa thèse : le ministère des Affaires étrangères SHS, par exemple, aurait « “aujourd’hui 270 agents diplomatiques et consulaires, dont les trois quarts sont entrés dans le service après l’unification. Sur ce nombre, les Croates ne comptent que pour 22. Des 180 fonctionnaires de ce Ministère servant à l’étranger, 9 seulement sont Croates. Sur 20 ministres plénipotentiaires, il y a 2 Croates [...]. Dans les plus importantes de nos Légations, telles que Londres, Paris, Rome, Berlin, Prague, il n’y a pas un seul Croate”⁵⁵ ».

Une des conséquences de la surreprésentation serbe dans l’administration était la généralisation de la corruption, et Radić, qui croyait à la nécessité d’« occidentaliser » les Balkans, ne voulait nullement abandonner la lutte contre ce fléau qu’il taxait volontiers d’« orientalisme ». Fin novembre 1926, il fit savoir que son parti voterait contre les partenaires radicaux dans la question de l’enquête sur les malversations du fils de Pašić, où étaient également impliqués plusieurs ministres serbes (Janković, Kojić et Stojadinović), et insistait pour que les coupables fussent traduits en justice. Que cela déplût au « patriarche », on le comprend sans peine ; toujours désireux de reprendre en

⁵² FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 42, dépêche, n°109, 10 octobre 1926, CF Zagreb Boissier — MAE Briand.

⁵³ Mužić, *Stjepan Radić*, 220.

⁵⁴ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche, n°73, 11 avril 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Herriot.

⁵⁵ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 34, dépêche, n°73, 11 avril 1925, LF Belgrade Grenard — MAE Herriot.

mains les affaires du pays, il était en négociation avec la couronne et déclara à la presse que « s'il revenait au pouvoir, il ferait de nouveau arrêter le chef du parti paysan ⁵⁶ ». Ses souhaits ne devaient cependant pas se réaliser ; âgé de quatre-vingts ans, le premier maître d'œuvre du Royaume SHS, celui qui lui avait donné son caractère grand-serbe, disparut le lendemain de l'audience embarrassante que le souverain lui avait accordée le 9 décembre. C'est le roi Alexandre qui en profita le plus — le publiciste britannique Seton-Watson s'en réjouit et écrivait que « l'influence grandissante du roi sera une bonne chose pour le pays ⁵⁷ » —, et pour sortir de la crise gouvernementale provoquée par la démission (6 décembre 1926) du ministre des Affaires étrangères Ninčić (prenant à son compte l'échec de la politique du rapprochement avec l'Italie), il confia, le 26 décembre, pour la cinquième fois en huit mois, au radical Uzunović la formation d'un dernier cabinet s'appuyant sur le HSS.

Peut-être l'approbation de Radić à la tenue d'élections provinciales (23 janvier 1927) fut-elle le seul « succès » notable de la coopération entre radicaux et paysans croates, coopération qui prit définitivement fin avec la constitution du sixième cabinet Uzunović (1^{er} février 1927). Mais si le HSS obtint de bons résultats (il remporta la majorité absolue dans quatre circonscriptions [Zagreb, Osijek, Split et Dubrovnik], conquist la seconde place dans deux autres [Littoral-Confins et Syrmie], et s'affirma tant en pays slovène que dans les nouvelles provinces sur le territoire de l'ancienne Bosnie et Herzégovine), le scrutin entérina également la division administrative annoncée par la Constitution centralisatrice du Vidovdan et, en conséquence, le morcellement des pays croates. Ceci posé, on pourrait être tenté de dresser un bilan nettement négatif de l'action politique de Radić, dont l'objectif principal fut d'« éclairer » le peuple croate et de lui assurer une autonomie, voire l'indépendance politico-territoriale. Cependant, bien qu'il fût antipathique aux observateurs étrangers et à ses ennemis dans le Royaume SHS, le « président » semblait avoir compris qu'il était devenu beaucoup plus « dangereux » depuis qu'il menait une politique « positive ». Le représentant de la France à Belgrade s'en rendit bien compte, et, aussitôt après les élections provinciales, il s'appliqua à saisir les ambitions du « mythique » Radić : « Plusieurs de ses principaux partisans m'ont encore protesté tout récemment de ses sentiments fondés sur l'intelligence des intérêts communs de nos deux pays. Mais il a des sympathies pour Moscou, il introduit dans ses conceptions de politique étrangère ses préoccupations de politique intérieure et sociale, il fait une différence entre les

⁵⁶ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 35, dépêche, n°360, 2 décembre 1926, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

⁵⁷ Seton-Watson, R.W. *Seton-Watson i Jugoslaveni*, 151, écrivait Seton-Watson le 22 janvier 1927 à Ivo Lupis-Vukić, “*I think that the increased influence of the King [...] will be a good thing for the country [...]*”.

hommes d'État et les partis français. On lui reproche ses incohérences et ses incartades inconsidérées. Elles sont peut-être voulues ; loin de lui nuire, elles le servent auprès de ses électeurs. Révolutionnaire de tempérament, il emploie des moyens révolutionnaires pour déconcerter et troubler ses adversaires et il n'oublie pas le vieux principe de traiter ses amis comme s'ils devenaient un jour ses ennemis. *C'est bien ce qui le rend dangereux et inquiétant.* Cette Légation devra s'attacher à entretenir d'étroites relations avec lui, à essayer d'entrer dans sa confiance. *Il n'est pas absolument impossible qu'il ne soit un jour le chef de gouvernement de Belgrade. Il en a évidemment l'ambition. Il travaille à former un grand parti paysan yougoslave dont le parti paysan croate serait le noyau et qui s'étendrait à tout le Royaume.* [...] il gagne des partisans en Bosnie et en Dalmatie, en Serbie le parti agraire, qui a quelques dispositions à s'entendre avec lui, a fait des progrès très notables, en Macédoine M. Raditch s'est acquis des sympathies auxquelles une plus grande liberté électorale donnerait une valeur positive ; il ne craint pas enfin de regarder par dessus la frontière et il s'offrirait volontiers aux Bulgares comme un nouveau Stambolisky. Sans doute il s'agit d'un avenir encore lointain, mais la sagesse conseille d'y prêter attention [*souligné par nous*] ⁵⁸ ».

Grenard fut sans doute le plus brillant des cinq ministres de France servant au Royaume SHS dans la première décennie de son existence : il parvint à « déchiffrer » différents « codes » du « chef croate » et indiqua fort bien pourquoi les forces centralistes serbes devaient se féliciter de sa disparition — et pourquoi elles devaient même y avoir un intérêt.

Aussitôt après le scrutin du 23 janvier 1927, Radić dénonça les irrégularités qu'auraient été commises à l'instigation de ses « partenaires » belgradois et fit pressentir la fin de la participation de sa formation au gouvernement. Le 28 janvier déjà, c'était chose faite : le groupe des députés HSS à la *Skupština* déclara n'avoir plus confiance dans le président Uzunović et les membres radicaux de son cabinet, tout en excluant la possibilité de collaborer avec celui-ci, Srškić et le ministre de l'Intérieur Božidar Maksimović (celui qui avait préparé, en décembre 1924, le décret d'interdiction du HRSS), tous trois considérés comme non respectueux de la Constitution et de la souveraineté du peuple ⁵⁹. Uzunović forma ensuite son sixième et dernier gouvernement avec l'appui du clérical SLS de Korošec — combinaison tout à fait insuffisante d'après Radić, parce que les Slovènes « travaillent bien, mais ils ont un point de vue

⁵⁸ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIDG, vol. 35, dépêche, n°31, 27 janvier 1927, LF Belgrade Grenard — MAE Briand.

⁵⁹ Mužić, *Stjepan Radić*, 221.

restreint”⁶⁰ ». Le chef des paysans croates y répondit par la conclusion d'une alliance parlementaire (10 février 1927) avec l'insignifiant parti fédéraliste monténégrin de Sekula Drljević (les fameux « verts » ou *zelenasi*), qui ne disposait que de trois sièges à la *Skupština*. Or, le Club paysan populaire (*Narodni seljački klub*), c'était le nom du nouveau groupement parlementaire, fut l'embryon d'une organisation politique supracroate — le ministre de France Grenard l'avait annoncée — et ne manqua pas d'inquiéter les formations de la Serbie proprement dite. Ainsi le parti agrarien de l'ancien diplomate et correspondant de Seton-Watson, Jovan Jovanović, au fait des tractations entre Radić et Drljević, avait-il envisagé une collaboration avec le HSS, à la condition toutefois que celui-ci s'abstînt d'un partenariat avec les fédéralistes monténégrins.

Beaucoup plus importantes furent cependant les négociations entre Radić et le groupe de onze dissidents radicaux dirigé par Ljuba Jovanović, le Serbe sud-dalmate, qui, fin avril 1926, avait été « excommunié » après avoir osé mettre en cause l'autorité de Pašić. D'après Vasilije Trbić, l'émissaire de Ljuba Jovanović, les deux formations se seraient mises d'accord pour créer un Parti paysan (*Seljačka stranka*) avec des représentants dans tout le royaume : « Radić en Croatie, Bosnie et Dalmatie ; Velja Vukićević en Serbie ; Pucelj en Slovénie ; Joca Lalošević et ses amis dans la Bačka ; le docteur Hadija dans le Banat ; moi-même (Trbić) en Macédoine ; et Milutin Tomić au Monténégro”⁶¹ ». Or, c'était sans compter avec l'attentif roi Alexandre, qui, par l'intermédiaire du général Živković, le commandant de la garde royale, « encouragea » Trbić à renoncer à ce projet et offrit à son collègue Vukićević de former un nouveau gouvernement⁶². Ainsi fut brisée une combinaison dont Radić croyait qu'elle lui permettrait de « conquérir », en bénéficiant d'une partie de l'infrastructure radicale, l'électorat paysan en Serbie proprement dite⁶³.

Le nouveau cabinet Vukićević (17 avril 1927) s'appuyait sur les radicaux dissidents de Ljuba Jovanović, la fraction démocrate proche de Vojislav Marinković et la JMO du docteur Spaho, mais son originalité consistait moins en sa composition qu'en la façon dont il fut constitué, façon qui, selon l'opposant Pribičević, ressemblait fortement à un coup d'État⁶⁴. Car en une seule séance de la *Skupština*, celle du 19 avril, les députés apprirent, après coup, d'abord que le 16 avril, donc trois jours auparavant, le président du Conseil Uzunović avait démissionné, ensuite que le roi avait nommé le 17 un nouveau gouvernement dirigé par le

⁶⁰ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, PIC, vol. 42, dépêche, n°24, 10 février 1927, CF Zagreb Boissier — MAE Briand.

⁶¹ Cité d'après Mužić, *Stjepan Radić*, 222.

⁶² Cité d'après Mužić, *Stjepan Radić*, 223.

⁶³ Ibid., 223.

⁶⁴ Svetozar Pribičević, *Diktatura kralja Aleksandra* (Zagreb: Globus), 1990, 49.

chasseur passionné Velja Vukićević, et enfin que le même jour le souverain avait décidé de proroger le parlement jusqu'au 1^{er} août. « La constitution d'un cabinet accompagnée d'une prorogation de la *Skupština* signifie que nous allons à toute vapeur vers la dictature »⁶⁵ », commentait alors le *Riječ (Le Mot)*, l'organe du Parti démocrate autonome de Pribićević. Mais l'arbitraire royal ne s'arrêta pas à ces actes-là. Par un décret du 15 juin, Alexandre prononça la dissolution de la *Skupština* prorogée (!), et fixa de nouvelles élections pour le 11 septembre 1927.

La Couronne jouait donc un rôle de plus en plus grandissant dans la vie politique du Royaume SHS, phénomène qu'explicita, par une lettre du 23 mai 1927, un « très bon informateur » du Deuxième Bureau, dont les renseignements provenaient, essentiellement, des milieux raditchiens, qui, à ce moment déjà, étaient sûrs que « la Skoupchtina sera dissoute et [que] les nouvelles élections auront lieu fin août »⁶⁶ : « Délivré de la tutelle très lourde de Pachitch, le Roi ne veut pas supporter la tutelle des successeurs de Pachitch, pour la plupart médiocres [...]. Il veut non seulement régner, mais surtout gouverner et avoir la liberté de choisir et de les diriger. Or, le parti radical orthodoxe qui regarde la Yougoslavie comme l'œuvre de Pachitch et qui est habitué à gouverner l'État depuis 25 ans, trouve les prétentions du Roi déplacées. D'où une lutte sourde mais très tenace entre le Roi et les chefs du parti radical. [...] ».

« Actuellement, le roi Alexandre tâche de créer un nouveau parti composé des radicaux dissidents [...] et des démocrates [...]. Le nouveau parti doit être un parti d'honnêtes gens, dévoués au Roi et prêts à lutter contre la corruption qui ronge l'État yougoslave. ».

« Le Roi [...] s'appuie sur les milieux militaires et en particulier sur l'organisation toute puissante de la "Main Blanche" à laquelle appartient tout le haut commandement de l'armée yougoslave. Tant que la Main Blanche se trouvera du côté du Roi, celui-ci n'aura rien à craindre, les radicaux seuls étant impuissants à le renverser. »

« Mais pour le Roi ou plutôt pour la monarchie yougoslave, il existe un autre danger [...]. C'est l'organisation militaire : "La Main Noire", qu'on croyait détruite [...]. "La Main Noire" est républicaine : son programme est la création d'une grande république yougoslave qui engloberait le royaume SHS et la Bulgarie. [...] "La Main Noire" pourrait devenir un facteur puissant en Yougo-Slavie et procéder à un coup d'État républicain »⁶⁷.

⁶⁵ Pribićević, *Diktatura*, 49.

⁶⁶ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, *Armée et Guerre, Section des renseignements militaires* (AGSRM), vol. 24, lettre, n°2 H 17, 23 mai 1927, EMA 2^e Bureau — MAE.

⁶⁷ FR-ADMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, AGSRM, vol. 24, lettre, n°2 H 17, 23 mai 1927, EMA 2^e Bureau — MAE.

Le coup d'État républicain fut un beau rêve qui ne se réalisa pas, non plus que l'unité yougoslave dont l'ancien yougoslaviste Trumbić devait dire six ans plus tard qu'elle n'avait jamais existé : « Il y a la Serbie qui s'est emparée de la Croatie, de la Slovénie, du Banat, de la Macédoine, du Monténégro, de la Dalmatie, que sais-je encore ! et qui s'efforce depuis quatorze ans de les transformer en simples provinces serbes, en véritables colonies d'exploitation [...] ⁶⁸. » Cette perspective d'une Serbie vivant aux dépens des autres pays SHS avait déjà commencé à s'établir dans l'esprit des plus fervents partisans de l'unité yougoslave peu de temps après l'unification, mais elle ne semblait définitivement fixée qu'après les élections du 11 septembre 1927.

Le vainqueur de ce scrutin, le dernier relativement libre avant l'instauration en janvier 1929 de la dictature royale, furent les radicaux serbes, nominalement réunifiés, qui recueillirent 112 mandats, donc 29 de moins qu'à la consultation électorale de février 1925. En bénéficièrent principalement les démocrates de Davidović, le nombre de leurs sièges à la *Skupština* ayant passé de 37 à 61. Quant aux performances du SLS de l'abbé slovène Korošec et de la JMO du musulman bosnien Spaho, elles ne varièrent guère : la première formation vit s'attribuer 21, la dernière 18 mandats. Ces quatre partis participaient ensuite au second cabinet du radical Vukićević (21 septembre 1927), qui, de par la majorité absolue dont il disposait au parlement de Belgrade (212 des 315 sièges), se voulait une « ville fortifiée » (*tvrđi grad*) vis-à-vis de l'opposition. Le HSS, lui, avait tenté de s'implanter dans tout le royaume, mais Radić devait bientôt reconnaître la faillite de sa stratégie. Non seulement les éléments grand-serbes empêchèrent, par la force, sa campagne en Macédoine, pays-exemple des divers efforts de serbisation, mais encore l'électorat croate, surtout dans les villes, ne manqua pas de lui notifier sa désapprobation du compromis du 14 juillet 1925 avec feu Pašić et de la nouvelle orientation « légitimiste ». Le HSS perdit presque un tiers des voix obtenues en février 1925 (dépassant alors les 545 000), sans néanmoins que cela se répercutât gravement sur sa représentation parlementaire ; il garda, grâce aux particularités du système électoral, 61 des 67 mandats. Le Bloc croate, comprenant les dissidents du HSS, les frankistes et le Parti paysan fédéraliste croate, n'arriva pas à exploiter le demi-échec de Radić ; il recueillit à peine quelque dix mille suffrages et ne fut par la suite représenté à la *Skupština* que par deux hommes : Ante Trumbić et un avocat « juriste » de Zagreb, le futur *poglavnik* Ante Pavelić.

Contraint de renoncer à son plan hardi de créer un puissant parti paysan supracroate (en Serbie il n'obtint finalement que 167 suffrages ! ⁶⁹), Radić se tourna vers Svetozar Pribičević, le leader frustré des Serbes des pays

⁶⁸ Henri Pozzi, *La Guerre revient...* (Paris: Paul Berger), 1933, 28.

⁶⁹ Mužić, *Stjepan Radić*, 224.

croates et chef du Parti démocrate autonome (disposant de 22 députés à la *Skupština*), avec lequel il fonda, le 10 novembre 1927, après plus d'un mois de tractations, la Coalition paysanne-démocrate (SDK, *Seljačko-demokratska koalicija*). L'alliance inouïe entre les deux anciens ennemis mortels, version réduite d'un projeté Bloc démocratique qui eût dû inclure les agrariens serbes de Jovan Jovanović et les démocrates de Davidović, s'assigna pour but « la consolidation de l'État et de l'unité nationale tout en appliquant la Constitution de 1921 ⁷⁰ ». Or, la formation d'un front de *prečani*, c'est-à-dire, dans la perspective des vieux Serbes, de ceux de l'autre côté du Danube, de la Save et de la Drina (territoires anciennement habsbourgeois), fut d'emblée interprétée par l'élite politico-militaire belgradoise comme une menace pour l'État et, à en croire Pribičević, lui-même ancien membre de cette « élite », incita le roi à instaurer un régime dictatorial ⁷¹. Le souverain s'efforçât de dissocier Radić et Pribičević, les seules personnalités politiques marquantes du Royaume. Or leur alliance subsista, ce qui exaspéra la Couronne et les membres de l'élite politico-militaire serbe, impatients de ratifier les conventions de Nettuno pour se concilier la « bienveillance » italienne, et de conclure un emprunt anglo-américain. Incapable de régler le problème à l'« amiable », on se résolut à recourir à la force pour se défaire de Radić et pour briser la SDK. Le bain de sang de la *Skupština* (20 juin 1928), qui coûta la vie à trois députés croates et blessa deux autres, dont Radić, fut approuvé par la majorité des Serbes, et n'émut ni le public ni les dirigeants français. Pas plus que la mort du leader paysan croate, survenue le 8 août 1928, et qui ne put que remplir de joie le roi et ses amis politiques.

Bibliographie

Sources d'archives

France – Archives diplomatiques du Ministère français des Affaires étrangères (ADMAE) – Série Z-Europe (1918-1940) – Yougoslavie 1918-1929 – *Armée et Guerre, Section des renseignements militaires*, vol. 24 ; *Armée et Guerre, Marine*, vol 27.

France – Archives diplomatiques du Ministère français des Affaires étrangères (ADMAE) – Série Z-Europe (1918-1940) – Yougoslavie 1918-1929 – *Politique intérieure, Dossier général*, vol. 34, 35 ; *Politique intérieure, Croatie*, vol. 41, 42.

⁷⁰ Pribičević, *Diktatura*, 51.

⁷¹ Pribičević, *Diktatura*, 51.

France – Archives diplomatiques du Ministère français des Affaires étrangères (ADMAE) – Série Z-Europe (1918-1940) – Yougoslavie 1918-1929 – *Politique extérieure, Dossier général*, vol. 53.

Études et ouvrages

Horvat, Josip. *Politička povijest Hrvatske. Vol. 2.* Zagreb: August Cesarec, 1989.

In der Maur, Gilbert. *Die Jugoslawen einst und jetzt. Vol. 3. Jugoslawiens Innenpolitik.* Leipzig; Wien: Johannes Günther, 1938.

Lockhart, Robert Hamilton Bruce. "Stephen Raditch. Peasant Patriot". *Fortnightly Review* 124 (1928): 512-521.

Mužić, Ivan. *Stjepan Radić u Kraljevini Srba, Hrvata i Slovenaca.* Zagreb: Matica Hrvatska, 1990.

Petrinović, Ivo. *Ante Trumbić . Politička shvaćanja i djelovanje.* Zagreb: Nakladni zavod Matice Hrvatske, 1986.

Pozzi, Henri. *La Guerre revient.....*, Paris: Paul Berger, 1933.

Pribičević, Svetozar. *Diktatura kralja Aleksandra.* Zagreb: Globus, 1990.

Seton-Watson, Robert William. *R. W. Seton-Watson i Jugoslaveni : Korespondencija 1906-1941. Vol. 2.* Zagreb; London: Sveučilište u Zagrebu; Institut za hrvatsku povijest; Britanska akademija, 1976.

Trumbić, Ante. *Izabrani spisi.* Split: Književni krug, 1986.